



RSV 210 ACTION COMMUNAUTAIRE

Analyse critique sur « L'empowerment, une pratique émancipatrice » de Marie-
Hélène BACQUE et Carole BIEWENER/ Empowerment et intersectionnalité

FOFANA MARIAM

MASTER INTERVENTION SOCIALE – 1ère année

2021-2022

Introduction

Dans le cadre de mon parcours professionnel en tant qu'assistante de service social ainsi que mon expérience de vie en tant que personne issue de l'immigration et des banlieues en France, j'ai développé un intérêt particulier sur les questions liées à l'identité, au genre et à la transculturalité. Ayant de plus en plus à entendre la notion d'empowerment mise en lien avec ces questions, mon choix s'est naturellement porté sur ***L'Empowerment, une pratique émancipatrice de Marie-Hélène BACQUÉ et Carole BIEWENER.***

M-H. BACQUÉ est une sociologue, urbaniste et professeur d'études urbaines à l'université Paris Ouest Nanterre. Elle a dirigé de nombreux travaux de recherches sur les enjeux politiques et sociaux de la transformation urbaine et dans le domaine de la démocratie participative en France et en Amérique du Nord. Quant à C. BIEWENER, économiste féministe américaine, elle est professeur d'économie et d'études des genres à Boston et s'intéresse au développement communautaire et à l'économie sociale sur la même zone de recherche que M-H BACQUE.

L'œuvre que je vais résumer est écrite afin de rendre compte de la complexité du concept d'empowerment. Notion importée des Etats-Unis, les auteures tentent de retracer l'histoire du concept dans le monde en s'appuyant sur des enquêtes dans le champ de l'intervention sociale, du féminisme et des politiques urbaines et économiques. En effet, le concept éclot dans les années 1970 : utilisé par la société civile notamment dans les mouvements féministes, il renvoie à une démarche d'auto prise en charge. Il obtient un nouvel écho dans les années 1980 dans le milieu professionnel et universitaires «...pour rompre avec des modalités d'intervention paternalistes, hiérarchiques, et inégalitaires »¹ et presque simultanément «...une intégration dans le vocabulaire mondiale de l'expertise et des pouvoirs publics avec une perspective sociale libérale »² Il émerge dans un contexte de remise en cause de la bureaucratie de l'action publique voire de rejet des institutions, de revendications de la dimension participative, de contestation des inégalités sociales, raciales et genrées. A travers les liens entre les dimensions politiques, sociales et pratiques, les auteures construisent une typologie nous permettant d'avoir une vision claire et globale de ce que peut dévoiler l'empowerment, de nos jours.

L'empowerment est assimilé avant tout à une solution d'émancipation. Néanmoins, en partant du constat d'une difficile traduction dans certaines langues, elles mettent en évidence deux dimensions intrinsèques à la notion d'empowerment : celle du pouvoir et du processus d'apprentissage pour y accéder. Par conséquent, lorsque nous entendons parler de capacitation et d'empouvoirement, de pouvoir d'agir... bien qu'il y ait des liens avec le concept d'empowerment et au-delà d'être en partie significatif du rapport entre pouvoirs publics et citoyens, ces termes sont susceptibles d'exclure une ou plusieurs dimensions du concept d'empowerment. Le pouvoir est donc un objet central dans l'empowerment. Les auteures l'abordent à travers trois aspects : le « pouvoir sur » comme capacité de choix, d'exercer une action sur les autres ; le « pouvoir de » est « *une forme de pouvoir génératif, il désigne la capacité de promouvoir des changements, de faire. Le pouvoir est compris ici comme une énergie, une compétence* »³(on peut parler de pouvoir intérieur) ; enfin le « pouvoir avec » « *c'est la possibilité de faire avec, de construire avec, de s'inscrire dans une démarche collective de prise en main de son avenir et de transformation sociale, le pouvoir se construisant précisément dans cet avec* »⁴. Lorsqu'il rassemble ces trois aspects, l'empowerment permet une émancipation individuelle, collective et politique.

¹ Bacqué, Marie-Hélène, et Carole Biewener (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Livre électronique Format KINDLE, 221 pages, p15

² Bacqué, Marie-Hélène, et Carole Biewener (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Livre électronique Format KINDLE, 221 pages, p15

³ Intervention de Marie-Hélène Bacqué – Congrès de la Fédération des centres sociaux – Lyon – juin 2013

⁴ Intervention de Marie-Hélène Bacqué – Congrès de la Fédération des centres sociaux – Lyon – juin 2013

Il faut donc retenir le double positionnement du concept à la fois au niveau individuel et collectif.

Dans le cadre de la synthèse de cet ouvrage, dans un premier temps, j'aborderai l'idéal type de l'empowerment à travers des précurseurs, ensuite j'évoquerai l'internationalisation et la transnationalisation du concept à travers les institutions internationales et l'évolution des pratiques professionnelles. Je finirai par aborder l'instrumentalisation de l'empowerment à travers la généralisation d'un modèle social libéral et néolibéral dans les politiques publiques.

I- Empowerment comme projet d'émancipation collectif ou politique à travers le « Community Organizing » d'ALINSKY, la pédagogie critique de Paulo Freire et les mouvements féministes

L'objectif de transformation sociale et la dimension collective du Community organizing.

Pour commencer, il me semble nécessaire de définir ce qui fait transformation sociale. Dans son ouvrage, « Sociologie des changements sociaux », A. TREMOULINAS définit « *le changement social comme un fait social central pour la sociologie. Fait social au sens de Durkheim [1893] : tout changement social consiste en une transformation qui s'impose aux individus* »⁵. M-H. BACQUE et C. BIEWENER abordent le changement social à travers les œuvres de G. ROCHER et C. DE ROBERTIS sur l'intervention sociale d'intérêt collectif « *comme toute transformation sociale observable dans le temps qui affecte d'une manière qui ne soit pas provisoire ou éphémère la structure ou le fonctionnement de l'organisation sociale d'une collectivité donnée, et modifie le cours de son histoire* ».⁶

C'est en ce sens précisément que les actions communautaires sont porteuses en partie d'empowerment. C'est des « *settlements houses* », au tout début du 20^{ème} siècle en Angleterre, que l'action communautaire tire ses sources : des personnes issues de classes moyennes et aisées vont s'installer dans des quartiers pauvres dans le but de leur apporter une aide. L'idée d'une transversalité des domaines de prises en charge ainsi que celle de la participation des personnes à améliorer leurs propres conditions de vies y sont prépondérantes. Il y a déjà là, sans le nommer, une forme de pouvoir à travers le fait d'accompagner les personnes à agir sur leurs situations mais aussi un objectif de transformation des conditions de vies des personnes.

Le parcours et les travaux de Saul ALINSKY font aussi échos à l'empowerment. Militant social et politique, il avait pour objectif de permettre aux personnes exclues de la société en raison de leur conditions sociales et/ou ethniques de peser dans les rapports de pouvoirs économiques, sociaux et politiques à travers l'organisation communautaire. De ce fait, c'est l'expression d'une démocratie participative impliquant des personnes exclues qui est le but principal de l'action communautaire. Ainsi et notamment par rapport à la notion de pouvoir (qui est centrale à sa conception) S. ALINSKY devient l'un des précurseurs de l'action communautaire et pose quelques fondements indispensables pour parvenir à une transformation sociale. Il décrit le pouvoir comme une « *énergie organisée* » indispensable pour conduire aux changements. Les rapports de pouvoirs et de dominations qui s'exercent dans la société sont au cœur des enjeux liés aux travaux de S. ALINSKY. C'est la raison pour laquelle ses méthodes s'articulent autour du conflit, du compromis et de la négociation.

En ces points et notamment sur les questions liées aux relations de pouvoirs et à l'organisation collective que ces précurseurs portent des similitudes avec l'empowerment. Néanmoins M-H. BACQUE et C.

⁵ Trémoulinas, A. (2006). Introduction. Dans : Alexis Trémoulinas éd., *Sociologie des changements sociaux* (pp. 3-8). Paris: La Découverte.

⁶ De Robertis C. Orsoni M., Pascal H., Romagnan M., *L'intervention sociale d'intérêt collectif*, op. cit p.86

BIEWENER pointe un manque d'objectif de transformation structurelle de la société, chose qu'elles présentent comme un enjeu majeur de l'empowerment.

La pédagogie critique et la conscientisation de FREIRE

Les relations de pouvoirs mais également de savoirs sont des enjeux de l'empowerment. En effet, la prise de conscience de sa propre situation, des conditions de sa vie, des relations de dominations qui s'exercent dans le monde, font parties des moyens et des buts de l'empowerment. Les auteures de l'ouvrage abordent les rapports entre savoirs et pouvoirs à travers l'approche relationnelle de Michel FOUCAULT dans laquelle « ...les subjectivités sont modelées dans les relations de pouvoir »⁷.

Paulo FREIRE (1921-1997) philosophe et pédagogue chrétien brésilien a longtemps travaillé et mis en place des actions autour du concept de conscientisation et des savoirs des populations défavorisées. En effet, P. FREIRE part du principe que dans une société où s'exercent des rapports de dominations, la question du pouvoir des oppresseurs sur les opprimés repose sur l'aliénation de ces derniers : « *« la réalité oppressive, constituant pour ainsi dire un mécanisme d'absorption de ceux qui la subissent, fonctionne comme une force d'immersion des consciences »*⁸. Dans cette conception, la prise de conscience et le savoir sont des outils pour permettre aux personnes une émancipation individuelle et collective. Elle peut aussi leur permettre de remettre en question les conditions structurelles des problématiques qui les concernent.

En France, Joseph WRESINKI (1917-1988) fondateur d'ATD QUART MONDE s'est construit sur une hybridation des modèles d'actions communautaires que nous avons cités précédemment. Ses initiatives rassemblent les idées de conscientisation de communautés mais également d'usager-expert. Pour lui, « *...grâce aux savoirs de l'expérience les pauvres sont mieux placés pour éradiquer la misère »*⁹. Cette idée motive la nécessité d'une auto prise en charge des personnes.

Le tournant des mouvements féministes avec la mise en évidence des politiques d'identités

Pour tous les précurseurs que nous avons cités précédemment, la notion d'empowerment n'était pas nommée dans le cadre de leurs travaux. Ce sont les mouvements féministes dans les années 1970 qui marquent un tournant dans l'utilisation et la diffusion de la notion d'empowerment. Ces mouvements qui mettent en évidence des questions identitaires (notamment avec celles liées à la race et au genre) abordent les problèmes des violences faites aux femmes dans leurs dimensions structurelles et sociétales. Ils dépassent l'idée de résumer ces violences à un problème d'individu et permettent d'en faire de même avec les représentations victimisantes. MH BACQUE et C. BIEWENER qualifient cette approche « de poststructuraliste, permettant « *...d'éclairer la nature discursive du pouvoir et d'en appréhender à la fois les formes institutionnalisées et les formes internalisées »*¹⁰. On en revient donc aux systèmes de domination intériorisés et à l'intérêt de développer une démarche de conscientisation. Les mouvements féministes utilisent l'empowerment pour permettre aux femmes de développer une conscience sociale et critique, processus nécessaire pour acquérir pouvoir intérieur, pouvoir d'agir personnel et collectif tout en s'inscrivant dans un objectif de transformation sociale. Selon les auteurs, l'empowerment est mobilisée dans le cadre d'une approche égalitaire et participative mais aussi dans l'optique d'un projet radical de transformation sociale.

⁷Bacqué Marie-Hélène, et Carole Biewener (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Livre électronique Format KINDLE, 221 pages, p20

⁸Bacqué Marie-Hélène, et Carole Biewener (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Livre électronique Format KINDLE, 221 pages, p19

⁹Bacqué Marie-Hélène, et Carole Biewener (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Livre électronique Format KINDLE, 221 pages, p165

¹⁰ Bacqué Marie-Hélène, et Carole Biewener (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Livre électronique Format KINDLE, 221 pages, p19

Ces mouvements et initiatives féministes qui mettent en évidence la dimension subjective de l'empowerment se sont multipliés depuis les années 1970, et ils ont eu pour effets d'améliorer les conditions de vies des femmes en Amérique du Nord. Finalement, on peut noter deux écoles dans les mouvements féministes ; d'une part celle qui s'inscrit principalement dans une démarche de revendications sur la structure patriarcale et d'autre part celle qui se situe dans la remise en cause des formes de dominations et d'exploitations, de classes, de races, et d'origines. L'une plutôt traditionnel et libéral et l'autre qui naît dans l'ère moderne et qui s'inscrit dans une démarche plus radicale.

II- La transnationalisation et l'internationalisation du concept d'empowerment

Afin de comprendre la trajectoire de l'empowerment à l'échelle mondiale, les auteurs s'appuient sur les mouvements d'hybridation entre la transnationalisation (à travers les mouvements sociaux) et l'internationalisation (la diffusion d'un lexique commun).

La question du genre associée à l'empowerment : l'impact de la transnationalisation sur l'internationalisation

Le tournant des années 1970 des mouvements féministes a eu un impact sur l'évolution des initiatives féministes sur le plan mondial. C'est le cas de Women In Development (qui a été fondé sur un modèle traditionnel et libéral) devenu Gender And Development qui marque une évolution sur l'idée du sexe, de la catégorie biologique, du genre, de la catégorie sociale et aussi de la construction sociale d'une identité. Au niveau mondial, ces mouvements féministes défendent « *une approche alternative aux modes conventionnels de développement centrée sur émancipation des femmes* »¹¹. En effet, ils démontrent que les politiques de développement axées sur une modernisation industrielle en Afrique et en Asie ont eu pour conséquences sur les femmes concernées l'accroissement de leurs marginalisations, de leurs pauvretés et des inégalités. A l'instar des politiques libérales, il y a une volonté d'impliquer ces femmes dans l'élaboration des stratégies de développement en partant de leurs vécues et expériences. Ces mouvements s'appuient sur un empowerment qui implique une dimension cognitive, psychologique, politique, collective tout en gardant une perspective post structuraliste et postcoloniale.

Le développement des mouvements féministes transnationaux notamment avec la création de réseaux internationaux de militants, de praticiens, de chercheurs (par exemple DAWN- Alternatives développement avec les femmes pour une nouvelle ère ou Pathways of Empowerment- Les voies de l'empowerment) et de plateformes ont contribué à l'évolution des pratiques et des positions politiques de l'Organisation des Nations Unies qui va progressivement intégrer l'empowerment dans ses directives. En 1975, les travaux des organisations féministes amènent l'ONU à désigner la participation des femmes dans les indicateurs de développement. Ainsi, il multiplie le financement des projets impliquant des femmes et crée un comité sur l'empowerment des femmes dans les milieux ruraux. S'en suit un certain nombre d'initiatives dans le monde qui vont s'appuyer sur l'empowerment pour promouvoir un changement social du bas vers le haut. Il faut noter que le tournant de la trajectoire du concept d'empowerment au niveau international coïncide avec la période de l'échec des politiques libérales de développement et les questionnements liés aux genres. L'ONU a donc très naturellement associé le thème de l'égalité des sexes avec l'empowerment. Néanmoins, les positions politiques de ces organisations reposent sur une idéologie sociale libérale, ce qui a eu pour effet d'appréhender l'empowerment à travers le concept de capacité et d'autonomisation : nous le verrons dans la partie suivante mais la responsabilisation accrue des individus évacue la dimension politique et structurelles des problématiques des personnes.

¹¹ Bacqué Marie-Hélène, et Carole Biewener (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Livre électronique Format KINDLE, 221 pages, p75

De la même manière, la Banque Mondiale intègre le concept d'empowerment dans ses pratiques dans les années 1990. Également dans une idéologie sociale libérale, l'appropriation de l'empowerment s'articule autour la notion de capital social (« *ensemble de liens et de normes facilitant la coopération et la coordination au sein d'un groupe* »¹²-R. PUTNAM) et celle de bonne gouvernance. La banque mondiale s'appuie sur la microfinance comme moyen efficace pour éradiquer la pauvreté par l'activité économique. Mais cet outil n'atteint pas les plus pauvres et ne s'attaquent pas aux causes structurelles de la pauvreté. Dans ce cadre, l'empowerment est présentée comme « une économie intelligente » qui permet de corriger les échecs du marché et qui lui permet d'être plus efficient. L'empowerment est aussi un critère et un instrument de bonne gouvernance.

C'est ainsi que l'empowerment est diffusé dans le langage courant à partir des années 1990. Néanmoins, cette internationalisation ne s'est faite qu'au prix d'une tendance « *à la dépolitisation et la neutralisation de la portée radicale : disparition dimension sociale, politique et collectif au profit de la dimension individuelle* »¹³.

L'évolution des pratiques professionnelles

L'empowerment a aussi impacté les pratiques professionnelles dans différents champs d'activité notamment le secteur médico-social.

En effet, l'empowerment a été un vecteur de transformation des pratiques dans le domaine de l'intervention sociale. M-H. BACQUE et C. BIEWENER qui abordent cette question en l'affiliant à un nouveau paradigme, indiquent à ce propos que « *la notion d'empowerment permet de qualifier un ensemble de pratiques caractérisées par la recherche d'un processus d'autonomisation des usagers et une transformation des relations entre ces derniers et les professionnels.* »¹⁴. Le paradigme renvoie à aux positionnements professionnels et institutionnels dans le domaine du médico-social : entre entretenir la culture de l'assistanat en ayant comme missions principales la distribution d'aides financières ou matérielles et apporter aux personnes les ressources nécessaires afin qu'elles puissent développer leurs capacités d'agir et être à l'origine de la transformation de leurs conditions de vies. L'empowerment est associée à la seconde proposition et dans cette optique, il représente une forme de renouveau pour les professionnels qui s'interrogent sur leurs positionnements et leurs pratiques.

La démarche d'empowerment dans le travail social a fait l'objet d'un travail de théorisation plus important aux Etats-Unis qu'en France. Néanmoins, les auteures s'accordent sur le fait que celle-ci repose sur différents héritages : l'approche de conscientisation et de subjectivisation des mouvements féministes, les enjeux de pouvoirs de S. ALINSKY, l'action communautaire, et la prise en compte de l'environnement social des « *settlement houses* ». Cela se traduit par le fait d'orienter les pratiques professionnelles afin de développer une conscience critique (à travers l'acquisitions de savoirs, de ressources, d'estime et de confiance en soi), développer les capacités d'agir et élaborer des actions collectives dans un but de transformation sociale.

L'empowerment a également eu des effets sur les pratiques dans le domaine de la santé mentale : elle a influencé la psychologie communautaire. Cette discipline met en évidence les causes structurelles des maladies mentales et les corrèle aux inégalités sociales et aux rapports de dominations.

¹² Bacqué Marie-Hélène, et Carole Biewener (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Livre électronique Format KINDLE, 221 pages, p111

¹³ Bacqué Marie-Hélène, et Carole Biewener (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Livre électronique Format KINDLE, 221 pages, p184

¹⁴ Bacqué Marie-Hélène, et Carole Biewener (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Livre électronique Format KINDLE 221 pages, p32

J. RAPPAPORT (psychologue clinicien et professeur qui a mené d'importantes recherches dans ce domaine) met en exergue l'importance des structures intermédiaires (quartier, familles, associations...) en s'appuyant sur l'idée de désinstitutionnaliser les pratiques sanitaires. Les notions de « self help », « mutual aids » et « usager expert » sont mobilisées dans cette discipline. Cela me fait penser à de nombreuses structures dans le champ de l'addiction qui reposent sur ce type de méthodes (notamment les centres thérapeutiques résidentiels ou encore l'approche expérientiel).

L'empowerment dans la relation d'aide doit forcément passer par un rééquilibrage de la relation usager-professionnel mais aussi par une redéfinition des positionnements avec une évolution de la conception de bienfaisance vers celle de solidarité démocratique. En adoptant une démarche d'empowerment, il faut aussi noter l'enjeu pour les professionnels de ne pas se restreindre uniquement à une démarche individuelle mais inclure le collectif et politique.

III- L'instrumentalisation de l'empowerment dans un contexte de politiques néolibérales et social-libérales

Toutes les approches d'empowerment impliquent une transformation des individus mais à degrés variables. Dans la première partie, j'ai abordé le modèle radical de l'empowerment en m'appuyant sur les travaux des précurseurs. La transnationalisation s'est faite sur la base de ce modèle avec les mouvements féministes. L'internationalisation s'est faite à travers deux approches libérales : le modèle social libéral et le modèle néolibéral. Ces deux approches ont pour point commun la mise en évidence d'une dimension économique de l'empowerment : la question de la capacité des personnes à faire des choix efficaces et l'importance du marché. Le modèle social libéral implique un processus de prise de conscience du rôle et des fonctions des institutions de la société (marché, état société civile) et un objectif de réduction des inégalités sociales (mais non structurelles). Pour le modèle néolibéral, l'empowerment s'inscrit dans une logique de gestion de la pauvreté et inégalités. Dans ce modèle, l'empowerment est complètement dénué de sa dimension politique et collective et le pouvoir se résume à la capacité de choix.

Dans les politiques publiques, l'empowerment au profit de la responsabilisation individuelle

Depuis 1970, les dispositifs sociaux urbains s'inspirent de l'empowerment dans le cadre de la lutte contre la pauvreté : cela s'est traduit par des programmes dans des quartiers difficiles et pauvres avec un objectif de développement endogène en s'appuyant sur les organisations communautaires et les structures intermédiaires.

En France, M-H. BACQUE et C. BIEWENER abordent le rendez-vous manqué des politiques publiques avec l'empowerment dans les années 1980-90 : au départ utilisé dans une perspective de changement social, ces politiques publiques ont évolué vers un objectif de modernisation de l'action publique. Cela s'est fait dans une perspective néolibérale de démantèlement de l'Etat social et dans une dynamique de décentralisation. Ces échecs s'expliquent par l'application de politiques inadaptées car décidées par « le haut » et initiées par des professionnels dans des zones d'interventions avec des populations qui ont des difficultés d'auto-organisation. Cela écarte déjà un certain nombre de prédispositions pour créer de réelles organisations communautaires.

En s'appuyant sur les politiques de la 3^{ème} voie aux Etats-Unis, les auteurs nous montrent comment différents partis politiques (conservateurs, démocrates et républicains) ont négocié les principes de l'empowerment pour les mettre au service des pouvoirs publics, notamment en s'appuyant sur un discours moral de responsabilisation individuelle, de valeur travail et de méritocratie. La 3^{ème} voie s'appuie sur les structures intermédiaires d'où l'intérêt des organisations communautaires pour

redynamiser la vie publique et les politiques urbaines. Elle s'appuie également sur le capital social pour pallier le faible capital économique des personnes. L'objectif de la 3^{ème} voie est d'établir une gestion publique qui induit une efficacité économique : cela passe par l'inclusion des individus à travers le travail et la participation à la vie politique. L'exemple de l'Empowerment Zones à Boston est édifiant avec la gestion paritaire de la ville avec les associations communautaires, les habitants et les services de municipalité

Tout ceci s'effectue dans le « ...*passage d'une culture de la dépendance à une culture de la responsabilisation* » avec une injonction à sa prendre en main ».¹⁵

Une invisibilisation des rapports de dominations dans la société et de la dimension de transformation sociale

L'adoption progressive de l'empowerment dans le monde s'est faite à travers la valorisation des individus et acteurs dans une dimension libérale : avec des questionnements autour de la liberté, de l'engagement et la responsabilité qui ont pour effets d'occulter la dimension collective et les rapports de dominations.

Les initiatives s'inscrivant dans une démarche d'empowerment sont dénuées de leur essence : redonner du pouvoir au structure intermédiaires, mais un pouvoir sans rapport de force et complément dépolitisé ; la responsabilisation accrue des individus enlève toute réflexion sur les rapports de pouvoirs dans la société et les forces présentes ; s'appuyer sur le capital social peut un effet d'invisibilisation des rapports de domination ; se soutenir des « communities » sans tenir compte des inégalités de pouvoir en interne et du fait que tous les membres qui la composent n'ont pas les mêmes intérêts. De manière systématique, bien que les situations soient hétérogènes, pour les démarches d'empowerment dans le cadre de politiques publiques libérales « ...*les rapports de force et de conflits sont évacués au profit d'une dépolitisation des enjeux* »¹⁶. De même que les politiques d'intégration ou de réinsertion ont pour objectif de réinsérer les personnes, or « ...*si la révolte aboutie à renforcer l'intégration dans la société à laquelle elle s'attaquait une perspective de changement social devient logique impossible* »¹⁷. Dans ce cas la démarche d'empowerment est d'une certaine manière instrumentalisée afin de soumettre l'individu à la collectivité.

Les auteures évoquent à ce propos l'angle d'approche de la catégorie néolibérale concernant l'empowerment en indiquant qu'il s'agit de rendre « la pauvreté plus acceptable ». En effet, il y a là un dessaisissement de la portée transformatrice de l'empowerment. Nonobstant la majorité des politiques libérales qui s'orientent vers un démantèlement de l'Etat social, le concept d'empowerment à l'initial (bien qu'il s'appuie sur une auto prise en charge des personnes), ne peut être affiliée à une telle idée car il s'agirait de déresponsabiliser les pouvoirs publics des problèmes de la société au profit d'une sur responsabilisation des personnes. Pour que l'objectif de transformation sociale soit réalisable, il faut une volonté des politiques publiques de se resituer les personnes et les groupes sociaux dans une dynamique de « *transformation des relations entre les individus et les institutions, entre le collectif et les institutions* »¹⁸ et accepter réellement que ces initiatives d'empowerment puisse se constituer en contre-pouvoir.

¹⁵ Bacqué Marie-Hélène, et Carole Biewener (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Livre électronique Format KINDLE, 221 pages, P174

¹⁶ Bacqué Marie-Hélène, et Carole Biewener (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Livre électronique Format KINDLE, 221 pages, p173

¹⁷ Laville Jean-Louis (2016), *L'économie sociale et solidaire : pratiques, théories et débats*. Points. 481 pages, p 132

¹⁸ Bacqué Marie-Hélène, et Carole Biewener (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Livre électronique Format KINDLE, 221 pages, p188

Partie 2- Empowerment et intersectionnalité : les afro-féminisme en France

Mon cheminement professionnel et personnel m'a poussé à m'interroger sur les liens entre identités et empowerment (modèle radical) qui sont mis en évidence par M-H. BACQUE et C. BIEWENER. C'est dans cette optique que je me suis intéressée aux dynamiques féministes intersectionnelles depuis les années 1970 pour lesquelles « *La question de la redistribution du pouvoir est posée dans une approche qui appréhende la construction des inégalités à l'intersection des questions du genre, de classe, de race et des facteurs liés au colonialisme et au postcolonialisme* »¹⁹.

Créée par K. CREENSHAW (juriste afro-américaine, militante en droit civil et spécialiste dans les questions de races et de genres), le concept d'intersectionnalité permet de mettre à jour les processus d'invisibilisation des femmes afro-américaines. Selon C. GOMIS (doctorante en histoire et recherches sur les politiques d'éducation pour les enfants d'immigrés au Royaume-Uni et aux Etats-Unis), « *omniprésente dans la recherche étatsunienne, cette notion est souvent définie comme l'analyse des rapports sociaux de pouvoir, des processus d'exclusion et des expériences de marginalisation avec l'articulation de multiples marqueurs sociaux tels que le genre, la classe, la race, la sexualité ou encore l'âge* »²⁰.

Bien qu'il fasse l'objet de débats passionnés et notamment de présomption d'importation de problématiques anglo-saxonnes en France, ce concept permet de mettre à jour l'invisibilisation d'un certains nombres de groupes sociaux à l'intersection de critères susceptibles de créer des discriminations. En effet, comme il a pu être évoqué dans l'ouvrage « **L'empowerment, une pratique émancipatrice** », la société française est en proie à des positions très péjoratives vis-à-vis des questions identitaires ou communautaires : à ce propos afin d'avoir une réelle vision systémique, il est indispensable d'avoir conscience de l'histoire de la société française notamment en tant qu'ancienne esclavagiste puis colonisatrice. Du coup, pendant très longtemps, la vision universaliste en France renvoyait à une sorte « d'extension de soi ». Pour illustrer ce propos, nous pouvons nous référer aux propos de J. FERRY (1885), lors d'un débat parlementaire lorsqu'il évoque « *les droits et devoirs des races supérieures à civiliser les races inférieures* »²¹. Dans le contexte actuel avec l'importance de la quantité d'immigrés provenant des anciennes colonies en France mais également de leurs enfants nés sur le territoire, il est important de saisir l'enjeu de reproduction des rapports de dominations du passé.

Aujourd'hui au-delà de la vision universaliste qui (bien qu'ayant une orientation différente) reste prégnante, les pouvoirs publics se positionnent sur une négation des identités sociales à travers l'illusion qu'il n'y a qu'une seule identité qui est républicaine. Cette idée a pour effet l'invisibilisation des discriminations et des oppressions vécues par les personnes et des personnes elles-mêmes. Cette conception s'est traduite par des politiques qui prétendent lutter contre les discriminations alors qu'elles ont parfois des effets contreproductifs : c'est le cas de la loi Informatique et liberté du 6 janvier 1978 qui interdit les statistiques ethniques et renforce de la même manière le phénomène d'invisibilisation des personnes.

Tout au long de l'ouvrage analysé, les auteures ont mis en évidence l'importance de la prise en compte des oppressions systémique dans la société. Or, il y a un réel débat sur l'existence d'un racisme systémique en France. Selon Sarah MAZOUZ (sociologue au CNRS et spécialiste des politiques de lutte contre les discriminations raciales en France) « *l'expression permet de pointer la façon dont le racisme s'actualise de manière diffuse dans les relations sociales, sans pour autant que cela soit orchestré par*

¹⁹Bacqué Marie-Hélène, et Carole Biewener (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Livre électronique Format KINDLE, 221 pages, p79

²⁰ GOMIS C. *Sortir De L'intersection Écrire l'histoire des femmes noires aux États-Unis depuis 1989* Presses de Sciences Po | « 20 & 21. Revue d'histoire » 2020/2 N° 146

²¹ E. JOVELIN, S. BOUAMAMA, (2002) *Le travail social face à l'interculturalité*, Paris, L'HARMATTAN, P.39

un État qui adhérerait à une idéologie raciste et sans s'en tenir aux seuls actes ou propos violents commis par des personnes activement racistes »²².

Dans son œuvre « **Reveille for Radicals** » (1946), les propos S. ALINSKY sur « le pouvoir noir » m'ont marqué : il affirme qu' « *une identité sans pouvoir reste une identité de seconde classe et que la culture noire, sans le pouvoir noir, demeure une castration* »²³. Dans l'idée prépondérante de l'ouvrage selon laquelle l'empowerment aurait pour enjeu principal la reconnaissance des groupes « sans pouvoir », stigmatisés, discriminés, exclus... je m'interroge sur l'apport de l'empowerment pour les groupes qui sont multi-minorités. Aussi, j'ai décidé de faire l'étude de cas, d'une association afroféministe, MWASI.

Présentation de l'association MWASI

MWASI est une association loi 1901. Elle se présente comme un collectif afroféministe et a été créée en 2014 par des femmes afro-descendantes²⁴. Leur collectif est « *est une réponse politique et collective au système raciste, hétéro-patriarcal et capitaliste, s'inscrivant dans l'histoire et les héritages des femmes et féministes noires ayant mené des luttes pour l'émancipation et la libération, ceci en contribuant de manière importante à la construction de la pensée féministe que ce soit en France, en Afrique subsaharienne, dans les Caraïbes ou dans la diaspora afro* »²⁵.

J'ai découvert cette association sur internet, suite aux nombreux débats provoqués par l'organisation du festival afroféministe avec des espaces en non-mixité en 2017.

Afin de situer le contexte, il est important de préciser que son mode de communication principale est digital avec les réseaux sociaux et leur site internet. Depuis lors, bien que je n'aie jamais participé à aucuns de leurs événements ou activités, je suis le mouvement sur les réseaux sociaux. C'est donc d'un regard extérieur et en m'appuyant sur les informations consultables dans les articles de presse, leur site internet et leur compte Facebook que je propose cette analyse.

L'empowerment en modèle radical : la conscientisation, objectif de transformation sociale et le pouvoir d'agir au cœur des objectifs de MWASI

Par sa forte contribution aux débats sur les politiques d'identités, le Collectif MWASI repose sur un modèle de féminisme qui fait référence à « Gender and Développement ». En effet, son axe politique majeur repose sur la remise en cause des conditions structurelles de dominations liées au genre et à la race. A cet effet, l'association prône l'idée d'un principe d'auto-détermination pour les femmes noires que l'on peut clairement affilier à une démarche d'auto-prise en charge. L'idée de partir des vécues, du savoir expert, du fait que les personnes concernées sont les mieux placées pour exprimer un savoir et combattre les problématiques qui les touchent.

Les moyens de communisations utilisés par le collectif permettent de toucher un public concerné en conséquence et ils représentent également une ressource pour renforcer son action politique. En effet, l'association s'est accrue de cette manière, de sorte qu'à ce jour, elle a décidé de mettre en pause le recrutement des adhérents (élément que je questionne plus loin).

Le collectif c'est donc un ensemble de femmes noires vivant en France qui s'organise afin de faire face à des problématiques qui les concernent. Il s'appuie sur le développement de liens sociaux entre femmes

²² A. NICOLAS « *Le racisme systémique : mais de quel « système » parle-t-on* » sur <https://www.philomag.com/articles/racisme-systemique-mais-de-quel-systeme-parle-t-on> , consulté le 20.12.2021

²³ Bacqué Marie-Hélène, et Carole Biewener (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Livre électronique Format KINDLE, 221 pages, p39

²⁴ Une personne née hors d'Afrique, mais ayant des ancêtres nés en Afrique subsaharienne en nombre suffisamment important pour que cela ait une incidence sur l'apparence ou la culture de cette personne.

²⁵ MWASI, « *Présentation* » sur <https://www.mwasicollectif.org/presentation/> , consulté le 24.12.2021

noires dans une perspective de soutien, d'entraide et de partage mais également dans l'idée d'accroître l'estime de soi par le biais d'une forme de représentativité positive et réciproque. Ainsi le collectif met en évidence « la sororité afro et l'amour de soi » comme l'un des moyens pour l'émancipation des femmes noires. Cela a été favorisé par la présence active du collectif sur les réseaux sociaux et dans les médias, permettant à leur public de s'associer au mouvement.

La dimension politique de ce collectif n'est donc pas à négliger : en effet il entend être un outil qui va permettre de modifier durablement les conditions de vie des concernées.

Le collectif s'organise à travers des commissions spécifiques, dont une politique : les adhérentes affiliées à cette commission ont pour objectif de produire et diffuser une idéologie politique afroféministe à travers des travaux de recherches. Le collectif a d'ailleurs publié par le biais d'un ouvrage, son manifeste politique « *Afro fem* »²⁶.

D'autres commissions notamment « internationale, migration et panafricanisme », « police, prison et justice » ou encore « caucus queer et trans » inscrivent l'association dans un objectif de transformation sociale et politique. A travers chacune de ces commissions, MWASI mène des actions des défenses des droits, de plaidoyers, et travaille en partenariat avec d'autres associations au niveau national et international. Par sa vision intersectionnelle et systémiques des problématiques que rencontrent les femmes, elles s'opposent à la vision universaliste eurocentrée en s'appuyant sur la construction de solidarités politiques avec leurs pairs dans les pays du Sud.

Le collectif préconise que l'émancipation des femmes noires passe pas leur réappropriation de l'espace public. C'est à travers des actions de manifestations, d'interventions et de formation mais également à travers la création d'espace de paroles et d'échanges que l'association entend combattre l'invisibilisation des femmes noires. Ces actions ont un double objectif : au-delà de la réappropriation des espaces publics, il y a l'objectif de sensibilisation et de conscientisation des femmes noires sur leurs conditions dans le contexte d'oppressions raciales et genrées dans lequel elles vivent. On en revient aux apports théoriques de P. FREIRE sur la pédagogie critique et la conscientisation : processus nécessaires pour que les minorités puissent prendre conscience et s'émanciper des systèmes de dominations internalisées.

En ce sens, le collectif a donc aussi mis en place une commission « art et éducation » dans laquelle il s'agit de créer des « stratégies de pédagogies noires » qui doivent permettre de sensibiliser les femmes noires. Au regard de la lecture de l'ouvrage, il me semble cohérent de mettre cet élément en corrélation avec la thèse sur l'intervention clinique en psychologie sociale de L. GUTIERREZ qui met en évidence « *manière dont le développement d'une conscience ethnique peut conduire à l'empowerment* »²⁷. On peut ainsi considérer que la conscientisation aux systèmes de dominations de race est une des étapes indispensable et préliminaire dans le processus d'acquisition de pouvoir d'agir pour les femmes noires.

Pour finir, le collectif s'est également engagé sur des questions liées à la précarité des femmes noires en France. Les actions menées par la commission « travail, logement et précarité » impliquent des pratiques d'intervention sociale qui s'inscrivent non seulement dans un sillon militant mais aussi dans une démarche d'empowerment.

De la même manière la commission de « pratiques de soins » qui prônent le self-care a pour objectif de rendre accessible à tous, les ressources de soins communautaires. Pour ces deux commissions, comme pour rester sur la ligne directrice du collectif, la constitution d'un réseau de professionnelles noires du secteur médico-social est mise en évidence. Cela représente-t-il un repli identitaire nécessaire afin de

²⁶ MWASI (2018), *Afro fem*, Syllepse, 128 pages

²⁷ Bacqué Marie-Hélène, et Carole Biewener (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Livre électronique Format KINDLE, 221 pages, p48

poser les conditions nécessaires pour que les femmes noires puissent s'émanciper de manière individuelle et collective et sur le plan social et politique ? Ou est-ce une démarche ségrégationniste qui a pour conséquence de renforcer l'exclusion de ce groupe social ?

MWASI, la dimension identitaire liée à l'empowerment peut-elle avoir un effet contreproductif ?

Comme nous avons pu l'expliquer, MWASI cultive un sens de l'identité de manière importante. Or dans la société française, les questions liées à l'identité ethnique et raciale font débats. Le collectif s'inscrit dans une démarche d'empowerment radicale qui a du mal à se légitimer dans le contexte français car elle implique de prendre en compte des systèmes de dominations raciales et genrées et leurs internalisations dans l'idéologie comme dans les comportements. Ce modèle d'empowerment apparaît comme étant le plus à même de permettre aux minorités d'accéder à une émancipation globale.

Néanmoins, les positions de MWASI et son fonctionnement peuvent poser question par rapport à la dimension identitaire. En effet dans un premier temps, nombreuses de ses actions jusqu'à l'idéologie politique qu'elle produit sont à destination des personnes afro-descendantes : or, comment imaginer une réelle transformation sociale si les personnes issues des groupes majoritaires ne sont pas associées à ce projet. A ce propos, nous pouvons revenir aux réunions et aux événements en non-mixité menés par le collectif et que j'ai abordé précédemment. *"La non-mixité est le fait, pour des groupes militants, de restreindre certaines de leurs réunions ou certains moments de réunions aux personnes qui partagent un même problème, une même discrimination..."*²⁸ explique Julien TALPIN, chercheur en sciences politiques. M.H BACQUE et C. BIEWENER évoquent le fait que plusieurs praticiennes considèrent que *« le processus d'empowerment nécessite la création d'organisations exclusivement féminines, au sein desquelles les femmes peuvent développer leur estime d'elles-mêmes et s'autoéduquer, faire circuler des contre-discours, construire une force collective et se mobiliser pour une action efficace »*.²⁹ Ces espaces utilisées dans les mouvements militants mais également dans le domaine médical et social sont indispensables pour permettre à des personnes discriminées de libérer leurs paroles. J. TALPIN y fait référence en termes de « safe-space ».

Malgré l'intérêt que montrent ces espaces en non-mixité, il me semble nécessaire que les personnes des groupes majoritaires puissent aussi faire l'objet d'un processus de conscientisation pour leur permettre de prendre conscience des positions de chacun dans les systèmes d'oppressions et particulièrement des privilèges dont elles bénéficient dans la société. Cette étape est nécessaire afin que la société intègre que les luttes contre les discriminations, le racisme, le sexisme... sont l'affaire de tous et non uniquement celle des personnes discriminées. Mais, peut alors se poser la question d'à qui revient cette responsabilité de conscientisation et de sensibilisation des citoyens quelques soient le genre et la race ? le collectif a-t-il décidé de s'en tenir aux plaidoyers et aux manifestations pour ses actions en externe car il estime cette responsabilité revient aux pouvoirs publics ?

En ce qui concerne les difficultés d'accès à l'association : pour devenir adhérente, il faut remplir un formulaire sur le site internet. Aujourd'hui ce formulaire n'est pas accessible car le collectif a mis en pause le processus d'adhésion (l'information apparaissant est qu'il y a déjà une liste d'attente très longue). J'imagine donc qu'il y a un processus d'élection des personnes adhérentes qui ne vise pas uniquement le genre et la race. Il n'a pas été possible pour moi d'en savoir plus sur les critères d'adhésion au collectif MWASI.

²⁸ Goupil Mathilde « L'article à lire pour comprendre le débat autour des réunions non mixtes » sur https://www.francetvinfo.fr/societe/l-article-a-lire-pour-comprendre-le-debat-autour-des-reunions-non-mixtes_4353091.html, consulté le 02.01.2022

²⁹ Bacqué Marie-Hélène, et Carole Biewener (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Livre électronique Format KINDLE, 221 pages, p96

Dans les faits, ce point pose question car si on s'appuie sur leur manifeste et sur l'idée de conscientisation, le public concerné serait donc des personnes qui n'ont pas encore développé une conscience critique de leurs conditions de femmes noires et des systèmes d'oppressions. Cela suppose que les membres du collectif doivent engager un travail pour aller à l'encontre de ces personnes et les amener à vouloir engager un processus de conscientisation. A ce propos, nous pouvons nous référer à l'une des stratégies de Community Organizing de Saul ALINSKY ainsi qu'à son objectif d'allier un maximum de personnes à l'organisation communautaire en allant faire du porte à porte...

De plus, l'association ne communique plus que très ponctuellement sur ses réseaux sociaux, est-ce liée à la conjoncture actuelle ? Sinon, on peut aussi penser que l'association est en autarcie et qu'elle se replie sur elle-même ?

Il n'empêche que l'importance de cette dimension identitaire et les questionnements relatifs au repli communautaire n'éludent pas le concept d'empowerment qui semble faire partie des fondations de MWASI : le Community Organizing, la conscientisation de Paulo Freire, et la prise en compte des problématiques d'un point de vue systémique sont quand même bien présents dans le discours et les actions du collectif. De même que les discours et les échanges portés sur l'estime et la confiance en soi sont mis en évidence dans le processus d'acquisition du pouvoir d'agir pour les femmes noires. En effet, bien qu'un certain nombre d'éléments pose question sur les positions de l'association, le collectif se positionne avant tout dans un sillage politique et envisage l'« *afro féminisme comme une pratique politique et non une identité* ».³⁰

Pour conclure,

M-H BACQUE et C. BIEWENER aborde le nouage entre intersectionnalité et empowerment comme un moyen d'accéder à une meilleure justice sociale et raciale car il permet de mettre en évidence et de s'attaquer aux conditions structurelles des rapports sociaux. Or ce type d'initiative qui se fonde en partie sur un modèle radical d'empowerment peine à exister tant le contexte politique néo ou social libéral dans les pays occidentaux (notamment dans les pays anglo-saxons et en France) tend à l'évacuation des rapports de forces et des conflits « *au profit d'une dépolitisation des enjeux* ».³¹

En effet, les auteures abordent le contexte français « *où les débats politiques restent centrés sur les rapports à l'État, peinant à intégrer les dimensions de « race » et de genre, à reconnaître communities et identités et où la sociologie s'intéresse plus au poids des structures dans la reproduction des inégalités qu'au rôle des individus dans le changement social* »³².

On peut donc en conclure que le contexte politique en France accroît les difficultés d'exercice d'un mouvement militant qui lie empowerment radical et intersectionnalité comme MWASI. Bien qu'il puisse y avoir des questionnements sur les positionnements identitaires pour cette association, l'ouvrage rend bien compte de la nécessité d'une prise en compte des identités pour permettre une émancipation des minorités éthiques ou raciales. En cela et au vu du contexte de prise en compte des oppressions systémiques, l'empowerment peut apparaître comme étant un outil incontournable.

³⁰ MWASI, sur <https://www.mwasicollectif.org/>, consulté le 24.12.2021

³¹ Bacqué Marie-Hélène, et Carole Biewener (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Livre électronique Format KINDLE, 221 pages, p73

³² Bacqué Marie-Hélène, et Carole Biewener (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Livre électronique Format KINDLE, 221 pages, p170

BIBLIOGRAPHIE

BACQUE M-H., BIEWENER, C. (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* 224 pages, Paris : La Découverte.

BACQUE M-H, 2013– Congrès de la Fédération des centres sociaux – Lyon – juin 2013 disponible sur <http://www.upp-acepp.com/wp-content/uploads/2015/09/pouvoir-dagir-mHbacqu%C3%A9-1.pdf>

GOMIS C. *Sortir De L'intersection Écrire l'histoire des femmes noires aux États-Unis depuis 1989* Presses de Sciences Po | « 20 & 21. Revue d'histoire » 2020/2 N° 146

GOUPIL M. « *L'article à lire pour comprendre le débat autour des réunions non mixtes* » sur https://www.francetvinfo.fr/societe/l-article-a-lire-pour-comprendre-le-debat-autour-des-reunions-non-mixtes_4353091.html

MWASI, sur <https://www.mwasicollectif.org/>

MWASI (2018), *Afro fem*, Syllepse, 128 pages

NICOLAS A. « *Le racisme systémique : mais de quel « système » parle-t-on* » sur <https://www.philomag.com/articles/racisme-systemique-mais-de-quel-systeme-parle-t-on>

JOVELIN E., (2002) *Le travail social face à l'interculturalité*, 341 pages, Paris, L'HARMATTAN

LAVILLE J-L (2016), *L'économie sociale et solidaire : pratiques, théories et débats*. 481 pages, Points.

TREMOULINAS A. (2006). Introduction. Dans : Alexis Trémoulinas éd., *Sociologie des changements sociaux* (pp. 3-8). Paris: La Découverte.